

# LE SECTEUR AGRICOLE ET SES PERSPECTIVES A L'HORIZON 2000

MAHMOUD ALLAYA (\*)

## Economie globale et place de l'agriculture

Les trois pays du maghreb: Algérie, Maroc et Tunisie ont des économies à revenu intermédiaire avec un PIB/tête supérieur à 1000 \$ en 1991. Ces économies bénéficient de diverses sources de revenus. Il s'agit principalement des hydrocarbures pour l'Algérie, des produits miniers et de l'agriculture pour le Maroc, du tourisme, de l'exploitation minière et de l'agriculture pour la Tunisie.

L'Egypte a, par contre, une économie à faibles revenus dont les plus importantes ressources sont les recettes pétrolières, le tourisme et les recettes du Canal de Suez (Tableau 1).

L'ensemble de ces pays a enregistré des taux de croissance du PIB relativement importants durant la décennie 80, quoique en régression par rapport aux réalisations des années 65-80. Durant les années 80, ces économies ont été caractérisées par un endettement extérieur important, une inflation élevée, un chômage en expansion et une explosion démographique.

Les programmes de stabilisation et d'ajustement structurel engagés dans les quatre pays semblent donner des résultats assez variables: alors que le Maroc et la Tunisie apparaissent comme des exemples de réussite, l'Algérie et l'Egypte traversent par contre une période de crise.

La croissance des économies globales a été accompagnée par une diminution de l'importance relative du secteur agricole (Tableau 2).

Le secteur agricole a enregistré une forte régression de son poids relatif dans les économies des quatre pays étudiés, mais reste toutefois important, surtout pour l'Egypte. En 1990, il employait encore de 24 à 41% de la population active totale et procurait entre 13 et 17% du PIB national.

Au niveau des échanges extérieurs de produits agricoles, ces pays, qui étaient des exportateurs nets de produits agricoles dans les années 60, sont devenus de plus en plus déficitaires en ces produits. Ce sont l'Algérie et l'Egypte qui ont enregistré les déficits les plus importants.

L'Egypte demeure le pays pour qui le commerce agricole est encore très important. Quant au Maroc et à la Tunisie, ils ont enregistré une forte diminution des parts relatives

### Abstract

In this work a comparison is made between the present situation and the prospects of the agricultural sector in four countries of North Africa: Algeria, Egypt, Morocco and Tunisia. In these countries, over the last thirty years, the growth of global economy has been accompanied by a decreasing relative importance of the agricultural sector. Despite the progressive growth of agricultural production, the improvement in production techniques and in the use of water, these countries experience a strong deficit in agro-food commodities. This entails an increasing agro-food dependence whose major factor for reduction is related to the population growth. Including the agro-food exchanges in the wider context of international cooperation through agreements in the different production sectors, may give a coordinated stimulus to the development of the examined countries.

### Résumé

Ce travail présente une comparaison entre la situation actuelle et les perspectives du secteur agricole en quatre Pays de l'Afrique du Nord: l'Algérie, l'Egypte, le Maroc et la Tunisie. Ces trente dernières années, la croissance de l'économie des dits pays dans son ensemble, a été accompagnée par une diminution de l'importance relative du secteur agricole. Malgré la croissance progressive de la population rurale et l'amélioration des techniques de production et d'utilisation de l'eau, ces Pays présentent un fort déficit des produits agro-alimentaires de base, ce qui se traduit dans une dépendance agro-alimentaire croissante. A l'extérieur, la réalisation des échanges agro-alimentaires dans un cadre plus vaste de coopération internationale par une série d'accords dans les différents secteurs de la production, pourraient donner une impulsion coordonnée au développement des dits Pays.

Tableau 1 Population, PIB et PIBA.

	Population en 1000 hbts		PIB/tête en \$	Taux annuel moyen de croissance du PIB en %		PIBA/PIB en %	
	1961	1993	1991	1965-80	1980-90	1960	1990
Algérie	11025	27056	1844	—	3,1	16	13
Egypte	26616	56060	633	7,3	5,0	30	17
Maroc	11915	26954	1042	5,7	4,0	23	17
Tunisie	4302	8579	1543	6,5	3,6	24	16

Source: MEDAGRI 1993: Annuaire des économies agricoles et alimentaires des pays méditerranéens et arabes, CIHEAM-IAM Montpellier.

Tableau 2 Emploi agricole.

	PAA (en 1000)		PAT (en 1000)		PAA/PAT (en %)	
	1961	1990	1961	1990	1961	1990
Algérie	1869	1391	2896	5711	65	24
Egypte	4362	5880	7587	14517	57	41
Maroc	2216	2824	3427	7723	65	37
Tunisie	659	655	1023	2053	55	32

PAA: Population Active Agricole  
PAT: Population Active Totale  
Source: MEDAGRI 1993.

(\*) CIHEAM-IAM Montpellier.

ves des importations et des exportations agricoles dans le commerce total.

L'importance relative de l'agriculture a diminué en raison d'une croissance plus rapide des autres secteurs. L'offre de produits agricoles a connu une croissance plus faible que celle de la demande, l'écart étant compensé par les importations agricoles et alimentaires.

## Le secteur agricole

A l'exception de l'Égypte, on est en présence d'agricultures à faibles performances, fortement soumises aux aléas climatiques. Les quatre pays disposent de potentialités agricoles inégales. La superficie arable est la plus importante au Maroc, environ 8,8 millions d'ha, suivie par celle de l'Algérie, environ 7 millions d'ha. L'Égypte et la Tunisie ont des superficies moins importantes qui avoisinent les 3 millions d'ha.

L'extension des surfaces cultivées étant très limitée, la pression sur les terres ne fait qu'augmenter du fait de la croissance démographique. Chaque hectare cultivé doit nourrir aujourd'hui deux fois plus d'habitants qu'en 1960; à souligner, la pression particulièrement élevée en Égypte où le taux est de 1 ha cultivé pour 22 habitants (7 fois le taux des autres pays).

L'intensification, notamment à travers l'irrigation, a permis de desserrer quelque peu cette contrainte; en effet, les surfaces cultivées en irrigation se sont développées notamment en Tunisie et au Maroc et ont permis une certaine amélioration des performances de l'agriculture.

Cependant, compte tenu des limites imposées par les disponibilités en eau, de la concurrence de plus en plus vive exercée par les autres secteurs pour l'utilisation de cette ressource, il ne faut pas s'attendre à une forte progression des surfaces irriguées d'ici la fin du siècle. Les efforts devront porter davantage sur l'amélioration de la productivité des périmètres déjà irrigués et une meilleure gestion des disponibilités en eau (**Tableau 3**).

Les agricultures des quatre pays se caractérisent par des modes d'exploitation et des résultats différents. L'agriculture égyptienne est irriguée à 100%, elle est la plus intensive en facteurs de production: engrais et main d'oeuvre. Elle est cependant la moins mécanisée. Elle a bénéficié d'un encadrement technique qui a permis l'utilisation des variétés à haut rendement, des nouvelles technologies de production, aboutissant à une augmentation significative de la production.

Le Maroc a développé une agriculture irriguée grâce à des programmes d'aménagement hydraulique et de réformes agraires. Toutefois, une grande partie des terres reste encore cultivée en sec, ce qui expose la production aux aléas climatiques, notamment l'irrégularité de la pluviométrie et la sécheresse.

C'est une agriculture extensive en facteurs de production, engrais chimiques et tracteurs.

**Tableau 3 Utilisation des terres en 1000 ha.**

	Nbre d'habitants pour 10 ha.SAU		Superficie arable SAU		Agriculture irriguée		Cultures permanentes	
	1961	1990	1961	1990	1961	1990	1961	1990
Algérie	17	35	6472	7070	229	336	594	533
Égypte	106	225	2499	2330	2568	2607	69	277
Maroc	18	29	6590	8713	875	1270	380	614
Tunisie	14	28	3100	2909	65	280	1150	1667

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 4 Utilisation des tracteurs en 1990.**

	Nombre (unité)	Superficie cultivée/tracteur (ha)
Algérie	100000	70,7
Égypte	52900	44,04
Maroc	39155	222,52
Tunisie	25800	112,75

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 5 Engrais manufacturés.**

	Production en 1000 TM		Consommation en 1000 TM		Consommation en Kg/ha
	1961	1990	1961	1990	1990
Algérie	15	130	49	128	18,1
Égypte	132	858	242	970	416,3
Maroc	13	1524	29	310	35,6
Tunisie	66	859	15	83	28,5

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 6 Superficie, production et rendement de céréales.**

	SURFACES 1000 HA			PRODUCTION 1000 T			RENDEMENT T/HA		
	61-65	86-90	1992	61-65	86-90	1992	61-65	86-90	1992
Algérie	2836	2574	3182	1771	1819	3219	0,62	0,71	1,01
Égypte	1836	1998	2505	6076	13839	14702	3,31	6,93	5,87
Maroc	3855	5344	5022	3158	6769	2954	0,82	1,27	0,59
Tunisie	1363	1115	1442	927	1023	2199	0,68	0,92	1,52

Source: MEDAGRI 1993.

La Tunisie a également entrepris des efforts considérables en matière d'aménagements hydrauliques qui commencent à donner des résultats.

L'Algérie demeure pour de multiples raisons le pays où l'agriculture irriguée est la moins importante (**Tableaux 4 et 5**).

L'agriculture tunisienne est également extensive et peu utilisatrice de facteurs de production, tracteurs et engrais chimiques. L'agriculture algérienne est la plus dotée en tracteurs, bien que sa consommation d'engrais soit la plus faible.

Les trois agricultures du Maghreb restent soumises aux aléas climatiques, à l'irrégularité de la pluviométrie et à la sécheresse. L'agriculture égyptienne, étant irriguée à 100%, ne connaît pas ces problèmes, elle a pu profiter du progrès technique qui a beaucoup contribué dans l'amélioration de ses résultats.

Des déficits croissants en produits de base, compte tenu du décalage demande-offre, malgré les quelques progrès des productions locales

**Les céréales** constituent la principale culture pratiquée et la principale source d'énergie et de protéines dans les rations alimentaires. L'évolution des superficies, de la production et des rendements, a été différente d'un pays à l'autre.

C'est l'Égypte qui détient les meilleurs rendements et la production la plus importante. Cependant, compte tenu de ses besoins, c'est également le premier importateur de céréales dans l'ensemble des pays méditerranéens et arabes (8,6 MT/an en moyenne en 1986-90).

Les autres pays, avec une population moins importante sont également de gros importateurs de céréales (**Tableau 6**).

D'un façon générale, avec quelques différences selon les pays, le problème d'un accroissement significatif des rendements en céréales n'a pas été résolu au Maghreb, malgré les quelques progrès enregistrés au Maroc et en Tunisie. Pourtant, malgré les limites naturelles certaines, les marges de progrès existent, elles dépendent:

- de la maîtrise technique,
- des incitations économiques,
- de l'environnement intersectoriel,
- de l'environnement international.

Notons que, si les contraintes étatiques se sont souvent desserrées, si l'intensification se manifeste et si les relations intersectorielles d'amont et d'aval se densifient, beaucoup reste à faire face à:

- une intensification encore trop grossière,
- des matériels génétiques de faible qualité,
- une agro-industrie encore faible,
- des capacités d'organisation limitées, notamment en matière commerciale.

En fait, même si les investissements directement productifs doivent être poursuivis et accrus, il est fondamental de développer fortement les facteurs coopératifs (Formation, vulgarisation, appui à l'organisation, information), afin que l'intensification soit efficace, adaptée et valorisée.

Pour ce qui est de la **production animale**, tous les pays sont déficitaires et importent du lait et de la viande, surtout bovine et ovine. Des progrès sensibles sont enregistrés dans les productions de viandes de volailles et d'œufs, mais au prix d'un accroissement des importations en produits d'alimentation animale (maïs, tourteaux de soja) et d'équipements. La consommation de protéines animales est largement satisfaite par les importations (**Tableau 7**).

Soulignons en outre que le développement quantitatif de l'aviculture ne s'est pas accompagné d'une maîtrise technologique suffisante pour atteindre des rendements comparables à ceux des pays développés. Pour le poulet de chair par exemple, la mortalité reste élevée et l'indice de consommation d'aliment trop fort; pour les poules pondeuses, la productivité est trop faible. La production de **sucre** a été fortement accrue au Maroc, principalement à partir de la betterave et dans une moindre mesure en Egypte à partir de la canne. Le développement de la production de sucre au Maroc est un exemple de réussite d'une politique volontariste menée depuis les années 70, à la fois au niveau des aménagements hydro-agricoles et des agro-industries. Les mesures d'ajustement, de libéralisation et de privatisation qui prévoient un désengagement de l'Etat à tous les niveaux de la filière (production, transformation, importation) risquent de s'accompagner de perturbations dans l'ensemble du secteur. Le plan d'optimisation de la filière sucrière préconise également de ramener progressivement les coûts de production et les prix à la consommation à des niveaux comparables aux références internationales (**Tableau 8**).

La **production d'oléagineux** progresse faiblement (autour de 2% par an) en Algé-

**Tableau 7 Production de viandes, en 1000 T.**

	Bovine		Ovine		Volailles		Total	
	1961	1991	1961	1991	1961	1991	1961	1991
Algérie	23	85	30	71	14	67	83	249
Egypte	84	268	22	67	74	230	296	893
Maroc	67	141	45	82	26	82	165	371
Tunisie	15	40	23	40	8	56	52	152

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 8 Production de sucre (1000 T).**

	1961-65	1986-90	1992	Taux de croissance 1963-88
Algérie	1	2	0	2,81
Egypte	357	979	950	4,12
Maroc	10	583	453	17,66
Tunisie	5	24	27	6,48

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 9 Production d'oléagineux (1000 T).**

	1961-65	1986-90	1992	Taux de croissance 1963-88
Algérie	33	57	64	2,21
Egypte	174	156	158	-0,44
Maroc	48	165	200	5,06
Tunisie	71	130	141	2,45

Source: MEDAGRI 1993.

rie et en Tunisie, elle baisse même en Egypte et connaît une certaine progression au Maroc à travers le développement des cultures de tournesol. Compte tenu de la croissance de la demande et des importations, les taux d'autosuffisance évoluent à la baisse. A noter, le cas particulier de la Tunisie qui exporte de l'huile d'olive et importe des huiles de graines (huile de soja notamment) pour des raisons d'équilibre de la balance commerciale et du budget; En tenant compte du rapport des prix (huile d'olive/huile de graine de l'ordre de 1 à 4), le solde net en valeur de ces échanges extérieurs en oléagineux rapporte à la Tunisie environ 50 millions de \$ par an en moyenne (qui permet de couvrir environ 10% des importations agricoles) (**Tableau 9**).

**Le secteur des fruits et légumes** revêt une importance particulière, surtout au Maroc, en Tunisie et en Egypte, en raison des emplois et des revenus qu'il procure aux différents opérateurs de la filière et de sa contribution aux échanges extérieurs. Les exportations de fruits et légumes représentent 20 à 30% des exportations agricoles de ces trois pays.

Sur le plan des échanges euro-méditerranéens, ce secteur est un des plus sensibles car il représente pour plusieurs pays une forme d'intensification de l'agriculture à base de travail et un secteur d'exportation. Le marché européen qui constitue le débouché le plus important au niveau mondial pour ces produits connaît une concurrence de plus en plus vive liée à une mondialisation des échanges et une augmentation considérable des importations

en provenance des pays de l'hémisphère Sud. La sauvegarde des parts de marché sera de plus en plus liée à la compétitivité des produits et à l'efficacité des réseaux de commercialisation.

Une concertation à l'échelon méditerranéen entre les principaux acteurs des filières concernées pourrait contribuer à une meilleure maîtrise des données de production et des marchés; elle faciliterait la mise en place d'une coordination nécessaire et bénéfique entre les producteurs méditerranéens dans la perspective d'une meilleure complémentarité dans le temps et d'une répartition géographique efficiente des productions.

## Les échanges extérieurs

La CE, principal partenaire dans les échanges extérieurs

Les balances commerciales globales sont déficitaires à l'exception de l'Algérie, en raison de ses exportations pétrolières; les taux de couverture des importations par les exportations varient entre 60 et 70% pour la Tunisie et le Maroc, ils sont beaucoup plus faibles pour l'Egypte (autour de 30%). La mise en place de programmes d'ajustement structurels semblent renforcer l'orientation vers de meilleurs équilibres.

Les balances commerciales agricoles et alimentaires qui étaient excédentaires dans les années soixante sont devenues déficitaires depuis les années soixante dix, les plus gros déficits sont enregistrés en Algérie et en Egypte (environ 2500 millions de \$ par an). Ces déficits sont liés à la croissance démo-

**Tableau 10 Solde des échanges CE en 1992 (Exportations CE - Importations CE). (en millions \$)**

	Tous produits	Produits agricoles et alimentaires
Algérie	- 3783	1084
Maroc	835	- 636
Tunisie	1347	- 154
Egypte	1455	429

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 11 Part de la CE dans les échanges en 1992 (%).**

	Exp. CE / Imp. totale du pays	Imp. CE / Exp. totale du pays
Algérie	58	76
Egypte	52	70
Maroc	67	91
Tunisie	73	78

Source: MEDAGRI 1993.

graphique à l'augmentation de la consommation par habitant et aux difficultés de réponse de l'offre locale en produits agricoles et alimentaires de base (céréales, sucre, huiles, viande et lait). Les exportations agricoles et alimentaires enregistrent au Maroc et en Tunisie des accroissements et une diversification vers de nouveaux produits tels que les légumes primeurs, les conserves, les produits de la mer à côté des produits traditionnels comme l'huile d'olive, les agrumes ou les dattes.

La CE est le principal partenaire commercial des quatre pays; elle fournit 60 à 70% de leurs importations et reçoit 70 à 80% de leurs exportations. Seule l'Algérie a un solde commercial global excédentaire sur la CE. Pour les produits agricoles et alimentaires, le Maroc et la Tunisie réalisent également un solde excédentaire de leurs échanges avec la CE. Les échanges sud-sud entre les quatre pays demeurent très faibles malgré une légère progression des échanges intermaghrébins ces dernières années (3 à 5% des échanges extérieurs de la région) (Tableaux 10 à 14).

### Les perspectives

L'évolution des secteurs agricoles et agro-alimentaires est influencée par des facteurs internes et externes; ces facteurs ont un rôle à jouer sur l'emploi, les revenus, les investissements, les échanges et la sécurité ali-

**Tableau 12 Les échanges (millions de \$).**

	Tous produits						Produits agricoles					
	Import (I)		Export (E)		Solde (I-E)		Import (IA)		Export (EA)		Solde (IA-EA)	
	61/65	91	61/65	91	61/65	91	61/65	91	61/65	91	61/65	91
Algérie	807	8541	617	8910	190	- 369	227	2415	4	35	223	2380
Egypte	849	9751	509	2395	340	7356	324	3134	368	574	- 44	2560
Maroc	442	5043	367	3284	75	1759	163	741	181	529	- 18	212
Tunisie	227	3913	120	2553	107	1360	66	579	73	201	- 7	378

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 13 Importations des produits de base (1000 T).**

PAYS	CEREALES		VIANDES		LAIT*		SUCRE		HUILES	
	61-65	86-90	61-65	86-90	61-65	86-90	61-65	86-90	61-65	86-90
Algérie	451	5446	1,5	14	85,8	1299,9	201	868	25,3	332,6
Egypte	2013	8621	1	201	26,9	156,9	71	687	58,8	531,4
Maroc	369	1691	0	5,2	48,5	87,2	379	280	52,3	192,4
Tunisie	268	1538	0,1	12,3	23,2	190	88	194	16	128,7

Source: MEDAGRI 1993.

**Tableau 14 Coefficients d'autosuffisance pour les produits de base (en %).**

PAYS	CEREALES		VIANDES		LAIT		SUCRE		HUILES	
	61-65	86-90	61-65	86-90	61-65	86-90	61-65	86-90	61-65	86-90
Algérie	80	25	98	97	77	24	0	0	60	15
Egypte	75	62	100	81	92	69	83	59	75	23
Maroc	90	80	100	98	92	87	3	68	61	47
Tunisie	78	40	100	92	87	57	5	11	710	62

Source: MEDAGRI 1993.



mentaire. Sur le plan interne, les pays présentent pour la plupart:

- une forte démographie et une urbanisation rapide; chaque actif doit nourrir un nombre croissant d'habitants;
- une meilleure utilisation des eaux pour l'irrigation;
- une progression significative de la production agricole et alimentaire;
- une amélioration nette de la situation nutritionnelle: les pays disposent d'environ 3000 calories par habitant et par jour et plus de 70 grammes de protéines,
- un accroissement rapide des relations inter-industrielles lié à l'intensification agricole et la plus grande utilisation d'intrants, même si certains pays sont de gros exportateurs et faibles consommateurs (pays producteurs de phosphates), ainsi qu'au développement des industries agro-alimentaires, mais partant d'un faible niveau de base;
- une balance agricole et agro-alimentaire en déficit tendant à croître, mais variable d'une année à l'autre;
- un déficit net en produits alimentaires de base.

Au niveau international, l'ouverture au commerce international montre une progression due à la démographie, à l'évolution écono-

mique et à l'ambiance générale de libéralisation économique.

- les échanges agricoles suivent cette ouverture, même si les exportations agricoles jouent un rôle moins fondamental qu'autrefois;
- les produits agricoles importés sont essentiellement des produits alimentaires de base et l'on note une forte croissance des importations de produits destinés à l'alimentation du bétail (céréales, tourteaux, sucres zootechniques);
- les produits exportés sont surtout des produits «méditerranéens» (fruits et légumes, huile d'olive, dattes, etc.) de plus en plus conditionnés (première et deuxième gammes);
- la mondialisation des échanges met en cause les réseaux traditionnels et réduit la rente de proximité des pays, par une grande efficacité commerciale et de transport.

L'évolution des déficits alimentaires pour les produits de base traduit une dépendance alimentaire croissante. Les perspectives de l'offre et de la demande pour ces produits montrent un écart important et souvent croissant à l'horizon 2000; les agricultures de la plupart de ces pays ne pourront pas satisfaire la demande interne et l'on doit

s'attendre à voir croître les importations. La démographie sera le principal déterminant de ces demandes alimentaires; les disponibilités financières et la mise en valeur des ressources agricoles en définiront l'ampleur et l'origine. La proximité géographique et les liens historiques de la CE avec ces pays soulignent la complémentarité des deux zones; cependant, il importe de prendre en compte plusieurs éléments qui conditionnent les échanges et qui seront déterminants pour renforcer les liens privilégiés euro-méditerranéens. En effet, ce n'est qu'en définissant une politique d'échanges et de coopération adaptée à ces pays que l'on pourra renforcer ces liens historiques et géographiques. Cette politique devra prendre en compte les éléments fondamentaux ci-après:

- l'insertion des échanges agro-alimentaires dans le cadre plus large de la coopération à long terme. De plus en plus, les produits agro-alimentaires sont échangés avec un ensemble de services liés aux technologies, aux équipements, aux produits intermédiaires nécessaires au fonctionnement des entreprises, etc.;
- les échanges liés des produits et des logistiques. De plus en plus, les échanges de produits sont conditionnés par la compétitivité des prix, mais aussi celle des logistiques (transport, manutention, conditionnement, financement et garantie à l'exportation, etc.);
- l'insertion des échanges agro-alimentaires dans un cadre plus large de partenariat tendant à développer le pouvoir d'achat international des pays du sud et impliquant des accords dans d'autres domaines tels que les échanges sur les produits industriels, le financement des opérations de développement, la coopération scientifique et technique, etc...

Cette note de synthèse a été préparée sur la base des rapports par pays sur «le secteur agricole et ses perspectives à l'horizon 2000» ci-après:

ALGERIE, par Slimane BEDRANI  
EGYPTE, par Mohamed ABOUMANDOUR et Tahani ABDEL HAKIM  
MAROC, par Saad BELGHAZI et Anne-Marie JOUVE  
TUNISIE, par Mahmoud ALLAYA et Boubaker THABET.